

Accueillir les scientifiques en exil. Garantir la liberté académique.

Plus de 7400 scientifiques, universitaires, étudiantes, étudiants, citoyennes et citoyens ont signé le [manifeste](#) de Stand Up For Science France. Celui-ci affirme l'urgence pour la science et la démocratie de déployer, en France et en Europe, des moyens de résistances durables à la hauteur des attaques qu'elles subissent dans le monde, et énonce un ensemble de priorités :

- accueillir des scientifiques menacés en exil et appuyer tous les mouvements de résistance sur place;
- héberger et préserver les bases de données qui sont supprimées ou menacées dans le monde et en particulier aux Etats Unis;
- en France, renforcer la liberté académique par des postes pérennes, ouverts en nombre, dans toutes les disciplines;
- protéger la recherche et l'Université des ingérences des pouvoirs politiques, économiques et religieux;
- relancer l'investissement public dans la recherche et l'Université;
- ouvrir des revues scientifiques sous le contrôle de la communauté académique.

En écho au mouvement Stand Up For Science aux Etats-Unis, la mobilisation de milliers de scientifiques en France a témoigné de leur solidarité avec les universitaires aux États-Unis, en Argentine et partout où la liberté académique est menacée ou inexistante. Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, les attaques menées contre les sciences et les scientifiques aux Etats-Unis sont brutales : révocations de visas d'étudiants et de chercheurs par milliers, licenciements massifs, suppression de bases de données, censure de thématiques, réécriture idéologique de pans entiers du savoir, coupes budgétaires drastiques dans tous les domaines et enquêtes sur les activités des personnels. Ces attaques obligent à mettre en œuvre des solidarités effectives, et à renforcer la résistance des systèmes français et européen face à de telles dérives autoritaires, en sanctuarisant la liberté académique.

Malgré la mobilisation inédite de la communauté scientifique, les priorités énoncées dans le manifeste de Stand Up for Science France ne sont pas prises en compte dans les annonces gouvernementales récentes.

À l'image du programme "Make Our Planet Great Again", lancé en 2017, qui n'a permis d'accueillir en réalité que 43 scientifiques, dont une majorité de français, le dispositif

“Choose France for science” annoncé à grand bruit par le Président de la République est très loin d’être à la hauteur de ce que devrait être l’accueil des scientifiques menacés. Ce dispositif ne fait en réalité qu’entériner une logique sélective qui vise à recruter une poignée de scientifiques sur des contrats à durée déterminée dans quelques domaines jugés prioritaires – santé, climat, numérique, spatial, énergie, agriculture – excluant notamment les sciences humaines et sociales, pourtant en première ligne face aux dérives autoritaires. Cette annonce intervient alors que les budgets de l’enseignement supérieur et de la recherche ont subi cette année une coupe de 3,1 milliards d’euros qui met en péril l’ensemble de l’écosystème scientifique français. En imposant aux établissements – déjà financièrement exsangues pour la plupart – de subventionner chaque contrat d’accueil à hauteur d’au moins 50 %, “Choose France for Science” accentue le transfert de moyens des emplois pérennes vers des postes temporaires. Parallèlement, le programme PAUSE d’accueil des scientifiques et artistes en exil créé en 2017 a lui vu son budget amputé de 60% cette année.

On observe par ailleurs en France une ingérence croissante du pouvoir politique dans la recherche : l’instauration annoncée récemment par le ministre Philippe Baptiste des “Contrats d’Objectifs, de Moyens et de Performance” (COMP), dont le but est de conditionner le financement des établissements à des objectifs dictés par l’exécutif, marque une étape supplémentaire dans l’utilisation de la pénurie pour imposer une mise en compétition et un contrôle direct des établissements de l’enseignement supérieur et de la recherche par le pouvoir politique. Dans ce contexte, le soutien au Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur (Hcéres) – un organisme pourtant largement contesté par la communauté scientifique – illustre la volonté du gouvernement de poursuivre une logique d’évaluation normative et de pilotage qui n’a pourtant jamais fait ses preuves.

Face à l’ampleur des attaques en cours contre les sciences dans le monde, et à la détérioration des capacités d’enseignement supérieur et de recherche en France, le Réseau Stand Up For Science France attend que les annonces gouvernementales prévues le 5 mai répondent à l’enjeu réel formulé par la communauté scientifique et universitaire : refonder un écosystème scientifique autonome, à l’abri des ingérences politiques et des dérives autoritaires.